



## Lula, l'Amazonie et la croissance à tout prix

Par [Thomas Coutrot](#)

Mondialisation.ca, 14 janvier 2009

[Mouvements.info](#) 14 janvier 2009

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Environnement](#)

*Lula a été élu président de la République brésilienne le 6 octobre 2002. 6 ans après, son bilan est en demi-teinte. La démission récente de sa ministre de l'Environnement l'illustre.*

Marina Silva, la charismatique ministre de l'Environnement du Brésil, a remis sa démission à Lula en mai dernier. Même si elle s'est abstenue de critiques ouvertes, elle est le premier membre de l'équipe Lula à démissionner clairement pour raisons politiques depuis l'élection de Lula en 2002 - les autres ministres démissionnaires ayant dû partir pour des motifs moins honorables, en général à la suite de mises en cause judiciaires. La démission de Marina Silva jette la lumière sur les ambiguïtés du bilan, à mi-parcours de son second mandat, de la politique économique et écologique de Lula. Le cas brésilien illustre bien les difficultés de la gauche à sortir de la religion de la croissance et à placer les enjeux socio-écologiques au cœur de sa politique. Car au Brésil comme ailleurs la destruction environnementale rapporte beaucoup à une petite minorité, mais coûte cher à la société et à la planète.

Marina Silva, ancienne syndicaliste et militante de longue date pour la préservation de l'Amazonie, a expliqué sa démission par la résistance croissante des grands intérêts économiques et financiers à sa politique - une critique implicite à la bienveillance de Lula pour ces intérêts. Depuis plusieurs mois, le patronat et les grands propriétaires fonciers se plaignaient des « *lourdeurs administratives* » et de la lenteur des services du ministère à accorder les « autorisations environnementales » nécessaires pour lancer des projets d'investissement. Dans un discours controversé tenu en novembre 2006, Lula avait montré du doigt les « *entraves à la croissance économique* » représentées par « *l'environnement, les indiens, les quilombolas* » (ces communautés d'anciens esclaves noirs fugitifs, qui possèdent la terre collectivement comme les indigènes). Carlos Minc, le nouveau ministre de l'Environnement du gouvernement fédéral, a été choisi par Lula en fonction de sa récente performance comme responsable de la politique environnementale de l'Etat de Rio de Janeiro, l'octroi en un temps record de la licence environnementale pour la construction d'un vaste complexe pétrochimique (AFP, 15/05/08).

Un bilan social en demi-teinte

C'est que Lula a placé son second mandat sous le signe de la croissance économique à tout prix, en lançant en 2006 le « PAC » (Plan d'accélération de la croissance), l'écologie dût-elle en pâtir. Son premier mandat (2002-2006) avait été marqué par l'obsession de la « stabilité financière » et de la « gouvernabilité », acquise au prix de taux d'intérêt très élevés - les plus élevés du monde en termes réels - bénéficiant au capital financier au détriment de la croissance (à peine 2% par an en moyenne), de l'emploi et des salaires.

Malgré son acceptation des contraintes imposées par la finance internationale, Lula a su mener une politique sociale intelligente, basée principalement sur deux instruments – la création d’un système d’allocations familiales dit « [Bourse Famille](#) » et la revalorisation du salaire minimum, qui a gagné 35% en pouvoir d’achat depuis 2002. Il a ainsi pu afficher des résultats non négligeables sans effaroucher les investisseurs. De 2002 à 2008, le chômage a un peu reculé (de 9,2% à 8% de la population active), atteignant son plus bas niveau depuis 10 ans. En outre, les emplois créés sont de relativement bonne qualité : la proportion de travailleurs formels (salariés avec un contrat de travail et des droits sociaux), qui n’avait cessé de reculer dans les années 1990 du néolibéralisme triomphant, a légèrement mais significativement augmenté, de 34 à 36% de la main-d’œuvre. Surtout, le « taux de pauvreté » (défini au Brésil comme le % de personnes gagnant moins que la moitié du salaire minimum) est passé de 35% en 2003 à 24% en 2008 . Entre 2004 et 2008, les revenus du travail ont augmenté pour toutes les catégories de la population, mais plus rapidement pour les moins aisées (+22%) que pour les plus riches (+5%), ce qui indique une tendance à la baisse des inégalités.

Cependant, ces chiffres sont issus de l’enquête sur l’emploi, qui ne comptabilise que les revenus du travail et pas les revenus financiers ou de la terre. Or la part des salaires dans la richesse nationale brésilienne a continué à reculer, à 39% en 2007 (contre 45% en 1990). Ainsi l’augmentation des salaires dans l’industrie (+10% en pouvoir d’achat entre 2001 et 2008) demeure très inférieure à celle de la productivité du travail (+23%) : la rentabilité du capital a augmenté même dans cette période de relative redistribution des revenus du travail. Le Brésil demeure l’un des pays les plus inégalitaires au monde, l’un des plus violents aussi, avec une guerre civile larvée entre gangs et police qui fait rage dans les banlieues des métropoles.

Conscient de ces limites, et sous pression de son parti, le Parti des travailleurs (PT), et des syndicats, Lula a donc décidé une politique plus volontariste de croissance économique pour son second mandat, avec un objectif de 5% par an – objectif déjà atteint en 2007 et prévu en 2008 [\[1\]](#) . Le Plan d’accélération de la croissance (PAC) a été salué par la gauche brésilienne comme le retour du volontarisme économique. Il prévoit des investissements publics et des partenariats public-privé à hauteur de 260 milliards de dollars entre 2007 et 2010. Il est principalement axé sur la construction ou la réfection des infrastructures : routes, aéroports, ports, centrales thermiques, hydroélectriques et nucléaires..., afin de favoriser la croissance et en particulier celle des exportations agricoles, véritable locomotive de l’économie brésilienne depuis plusieurs années.

La fragile locomotive des exportations agricoles

Car le PAC parie sur l’approfondissement du modèle de croissance tiré par les exportations de produits agricoles (soja, [celluloseLe composant principal des parois cellulaires des plantes, composé d’une longue chaîne de molécules de sucre étroitement liées entre elles.](#)

Le cellophane est un film plastique fin, transparent et résistant à l’eau dérivé de la cellulose et utilisé principalement comme emballage alimentaire.

Source : GreenFacts.

, viande, éthanol de canne à sucre), produits par l'agrobusiness. La logique macroéconomique en est implacable, voire rudimentaire : 1 million d'hectares défrichés pour le soja, c'est 3 millions de tonnes de grains, soit 530 millions de dollars d'exportations et 51 000 emplois supplémentaires [2]. Cela le conduit à délaissé de fait la réforme agraire qui était une priorité affichée du premier gouvernement Lula. Ce dernier affirme avoir fourni des terres à 380 000 familles pendant son premier mandat, chiffre contesté par le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST), qui estime que dans la moitié des cas il s'est agi seulement de la régularisation d'occupations de terres déjà réalisées avant l'élection de Lula, et évalué à 5 millions - soit 18 millions de personnes - le nombre de familles sans terre. En tout cas, la réforme agraire a désormais quitté la liste des priorités gouvernementales. Au contraire, pour favoriser l'essor de l'agrobusiness, le gouvernement a libéralisé de façon inédite le marché du travail agricole, par un décret de 2007 autorisant l'embauche de salariés agricoles temporaires sans contrat de travail, pour une durée allant jusqu'à dix mois. Le secteur de l'oligarchie foncière et des grands groupes agricoles, qui exploitent le soja et la canne à sucre, constituent désormais un des principaux alliés politiques du gouvernement Lula au Congrès : le PT y étant minoritaire même avec ses alliés de gauche, Lula a négocié le soutien des représentants des grands propriétaires en adoptant une politique économique conforme à leurs intérêts. C'est pourquoi Lula et son ministre des Affaires étrangères, Celso Amorim, sont aujourd'hui les plus fervents partisans de la libéralisation des marchés agricoles et poussent à la reprise des négociations de Doha pour sauver l'[Organisation mondiale du commerce](#) (OMC)... [3] La conjoncture internationale très favorable des années 2004-2008 sur les marchés agricoles mondiaux a permis une croissance formidable des exportations de [commodities](#) et un développement de l'agrobusiness. D'où des créations d'emploi qui, venant en plus des hausses du salaire minimum et des prestations sociales, ont favorisé un essor de la consommation populaire, avec des retombées positives pour l'agriculture familiale, qui produit l'essentiel des aliments des Brésiliens (le riz, les haricots, le manioc, les fruits et légumes...).

Mais cette politique économique place le Brésil dans la dépendance de la conjoncture sur des marchés internationaux de plus en plus instables avec la spéculation sur les « produits financiers dérivés » attachés aux produits agricoles et miniers, et aujourd'hui gravement affectés par la récession mondiale que va provoquer l'actuelle crise financière. Plus grave encore, cette politique rencontre inévitablement ses limites sociales et écologiques. Des limites sociales connues depuis longtemps : la priorité au secteur agro-exportateur n'a jamais apporté de solutions durables à la question des inégalités, de la pauvreté, de l'exode rural, de la violence urbaine... Une fois passé le boom des marchés agricoles mondiaux, le Brésil risque de se confronter à une nouvelle aggravation de ces problèmes. Mais les limites écologiques sont désormais tout aussi évidentes, au Brésil en particulier, dont le territoire abrite la plus grande part du bassin amazonien.

### L'Amazonie menacée par les éleveurs

Marina Silva avait engagé une politique énergique de préservation de la forêt amazonienne : création de réserves environnementales et démarcation de terres indigènes, surveillance étroite via satellite des zones de déforestation, interdiction de l'accès au crédit bancaire et fin de l'impunité judiciaire pour les exploitants illégaux de la forêt, incitation à un [moratoire](#) de l'extension du soja en Amazonie (adopté par de grandes transnationales comme Cargill, Carrefour, McDonald's, sous la pression des ONG et du gouvernement)... En partie grâce à ces mesures, le rythme de déforestation de l'Amazonie s'était nettement ralenti entre 2002 et 2006. Mais, depuis 2007, il s'est à nouveau accéléré : le boom des prix des produits

agricoles (soja, viande) a rendu très rentable le défrichage même illégal de nouvelles portions de la forêt. La lutte des grands riziculteurs contre la démarcation définitive de la réserve indigène Raposa Serra do Sol (près de la frontière avec la Guyane) illustre l'enjeu : un violent conflit oppose ces agriculteurs, qui exploitent illégalement 14 000 hectares de terre dans cette réserve, aux indigènes Macuxi. Le Tribunal suprême fédéral doit trancher ce conflit à l'automne 2008, et décider si des non-indiens peuvent exploiter des terres dans une réserve indigène. Une telle décision porterait un coup très dur à la notion même de réserve indigène et serait lourde de conséquence pour l'avenir de l'Amazonie, dont plus du quart de la superficie est aujourd'hui protégé par le statut de réserve indigène, qui empêche toute exploitation économique capitaliste.

Aujourd'hui, le Brésil, 8e puissance économique mondiale, est déjà le 4e pays émetteur de gaz à [effet de serre](#), principalement à cause de la déforestation. Ces dernières années, le principal responsable a été la demande des consommateurs étrangers pour la viande brésilienne. En effet, 80% des surfaces déboisées sont ensuite exploitées pour l'élevage, destiné principalement à l'export. De 2000 à 2006, les exportations brésiliennes de viande bovine ont été multipliées par trois en volume : les trois-quarts de cette augmentation proviennent d'Amazonie. En dix ans (1996-2006), les brûlis et destructions forestières liées à l'accroissement de l'élevage en Amazonie, ainsi que les émissions de [méthane](#)Le méthane est un gaz. C'est un hydrocarbure qui appartient à la famille des alcanes. Une molécule de méthane possède 1 atome de carbone et 4 atomes d'hydrogène. Sa formule brute s'écrit CH<sub>4</sub>.

Le méthane est le principal composant du gaz naturel et du biogaz. Il est fabriqué par des bactéries méthanogènes qui vivent dans des milieux anaérobiques, c'est-à-dire sans oxygène.

Le méthane se dégage naturellement des zones humides peu oxygénées comme les marais et les terres inondées. Il se forme aussi dans l'estomac des animaux.

Des quantités importantes de méthane sont piégées sous forme d'hydrates de méthane au fond des océans.

La moitié des émissions de méthane sont dues à des activités humaines : agriculture, élevage, exploitation du gaz naturel, mines de charbon, etc.

Le méthane est un gaz à effet de serre qui influe sur le climat. Il absorbe une partie du rayonnement infrarouge émis par la Terre, et l'empêche ainsi de s'échapper vers l'espace. Ce phénomène contribue au réchauffement de la Terre.

Les émissions dues aux flatulences des nouveaux bovins, ont provoqué l'émission d'environ 10 milliards de tonnes d'équivalent [CO<sub>2</sub>](#)Gaz d'origine naturelle ou résultant de la combustion des combustibles fossiles et de la biomasse, ainsi que de changements d'affectation des sols et d'autres procédés industriels. C'est le principal gaz à effet de serre dû à l'activité humaine qui influe sur le bilan net du rayonnement à la surface de la Terre. C'est aussi le gaz de référence par rapport auquel sont mesurés tous

[les autres gaz à effet de serre, et qui a donc un potentiel de réchauffement global de 1.](#)

Source&nbsp;: GreenFacts a.s.b.l.

, l'équivalent de 2 années d'émissions des Etats-Unis [4] !

A long terme l'impact sur l'Amazonie du changement climatique combiné avec la déforestation risque d'être désastreux : selon le climatologue J. Marengo, au rythme actuel, la forêt pourrait passer de 5,3 millions km<sup>2</sup> aujourd'hui (85% de sa surface initiale) à 3,2 millions km<sup>2</sup> en 2050 (53%) ; avec le changement climatique le temps pourrait devenir plus sec et convertir cette forêt résiduelle en savane [5]. Or un tiers des espèces animales vivent aujourd'hui en Amazonie, qui constitue donc un réservoir unique de [biodiversité](#). Le bassin amazonien représente environ 15% de l'eau douce mondiale, et constitue par son évaporation une « machine à pluie » pour le continent latino-américain. La forêt amazonienne constitue également un vaste puits de carbone, retirant (selon les estimations) de 250 millions à 1,5 milliard de tonnes de CO<sub>2</sub> de l'atmosphère terrestre chaque année. C'est peu face aux 50 milliards de tonnes d'équivalent-CO<sub>2</sub> émis annuellement du fait des activités humaines, et cela ne justifie pas le surnom de « poumon de la planète » parfois attribué à l'Amazonie, mais cette contribution pourrait devenir négative du fait de la déforestation et du réchauffement. Au total, la destruction probable de l'Amazonie si les tendances actuelles se prolongent aura certainement de lourdes conséquences non seulement pour le Brésil mais pour l'Amérique latine et la planète.

La croissance contre l'écologie

Il y avait donc une contradiction manifeste entre la politique résolue du Ministère de l'environnement sous l'égide de Marina Silva et les grandes orientations macroéconomiques du PAC. Cette contradiction prend de multiples formes. Ainsi une étude de l'Instituto de Pesquisa Ambiental da Amazônia (Ipam) montre que la pose d'asphalte sur la route Transamazonienne (BR-230) et les routes Santarém-Cuiabá (BR-163) et Manaus-Porto Velho (BR-319) - prévue au PAC de Lula -, provoquera la déforestation de 180 000 km<sup>2</sup>, par suite des migrations anarchiques, de l'appropriation illégale de terres et de l'avancée de l'élevage et de la [monoculture](#) que permettront ces travaux [6]. De même le PAC incite au développement des mécanismes de « développement propre » prévus au [protocole de Kyoto](#), qui permettent à des transnationales d'acheter des concessions en Amazonie pour planter des arbres en « compensation » de leurs émissions dans les pays du Nord. Peugeot a ainsi acheté son « puits de carbone » depuis 1998 en Amazonie et se vante d'avoir reboisé 2000 hectares (sur les 400 millions que compte la forêt amazonienne...). Mais les ONG écologiques dénoncent ces projets qui le plus souvent implantent la monoculture d'eucalyptus ou d'autres espèces non locales mais à croissance rapide, qui n'assurent pas la reproduction des sols à long terme. L'Amazonie n'est pas la seule région brésilienne menacée : le [cerrado](#), la plus grande zone de savane du monde, est également mis en pièces par la progression des cultures d'exportation.

La question de l'éthanol fait particulièrement débat au Brésil. Lula - et beaucoup de militants de gauche brésiliens, y compris Marina Silva - rejettent vigoureusement les critiques émanant des pays du Nord ou de la [Banque mondiale](#) concernant le développement des agrocarburants, principalement de l'éthanol à base de canne à sucre. Ils considèrent que le Brésil a le droit d'affirmer sa puissance économique en exploitant ses ressources naturelles de façon durable : la substitution de l'éthanol - une énergie

renouvelable - aux [combustibles fossiles](#) Terme général qui désigne des dépôts géologiques combustibles de matières organiques enfouis dans le sol. Ces dépôts sont formés à partir plantes et animaux décomposés et transformés en pétrole brut, charbon, gaz naturel, ou huiles lourdes suite à une exposition à la chaleur et à la pression dans l'écorce terrestre durant centaines de millions d'années.

Source : GreenFacts.

' serait une contribution majeure à la lutte contre le réchauffement et un « outil de solidarité avec les pays pauvres » (dixit Marina Silva) qui pourraient ainsi se procurer une énergie bon marché. La surface plantée en canne à sucre, aujourd'hui 70 000 km<sup>2</sup>, va passer à 120 000 km<sup>2</sup> en quatre ans - mais cela représente à peine 1% de la surface agricole potentielle selon Marina Silva. En outre le climat amazonien étant impropre à la culture de la canne à sucre, l'Amazonie ne serait pas menacée par l'éthanol.

Ce point de vue est fortement contesté par les mouvements sociaux brésiliens proches de la gauche catholique. Selon le MST la priorité aux agrocarburants est une « atteinte à la souveraineté alimentaire » et vise à « mettre les paysans brésiliens au service des pays riches pour les aider à maintenir leurs niveaux élevés de consommation ». La visite au Brésil de G.W. Bush en mars dernier a scellé le réchauffement climatique des relations Brésil-USA autour de l'essor des exportations d'éthanol. Pour le MST la monoculture de la canne à sucre affecte l'environnement par l'utilisation intensive d'engrais chimiques, détruit les équilibres des écosystèmes locaux et réduit la biodiversité. Elle envahit les surfaces agricoles disponibles au détriment de l'agriculture familiale, réduisant ainsi les possibilités d'emploi notamment pour les femmes. L'essor de la canne à sucre dans les Etats du Sud du Brésil repousse le soja et l'élevage vers le Nord et l'Amazonie. Le détournement du « vieux Chico », projet pharaonique ou œuvre visionnaire ?

Autre pomme de discorde au sein des mouvements sociaux et de la gauche brésilienne, le projet déjà ancien, mais auquel Lula vient de donner un élan décisif, de détournement du fleuve Sao Francisco (familièrement surnommé « Velho Chico » par les Brésiliens), qui traverse la plus grande partie du Nordeste brésilien. Ce projet prévoit la construction de deux canaux de 400 et 220 km, qui détourneront une partie des eaux du fleuve pour alimenter le cours de petites rivières souvent asséchées. Officiellement il s'agit d'apporter le précieux liquide à des populations assoiffées. Mais pour la [Commission Pastorale de la Terre](#) (CPT), issue du clergé de gauche proche de la « [théologie de la libération](#) », et pour de nombreuses communautés de pêcheurs et de riverains du fleuve, le projet risque de déstabiliser les écosystèmes fluviaux. Surtout, cet investissement gigantesque - officiellement 2 milliards de dollars, probablement au moins le double - profitera essentiellement à l'agrobusiness : « au lieu de démocratiser les ressources en eau, ce méga-projet va concentrer davantage leur contrôle dans les mains de l'élite au pouvoir » (déclaration de la CPT, 27 novembre 2007). Les opposants s'appuient sur des chiffres officiels qui indiquent que 70% de l'eau détournée servira à de vastes projets d'irrigation - plantations de canne à sucre, de fruits tropicaux, élevages de crevettes... -, 26% alimentera les grandes villes - principalement Fortaleza - en eau potable, et le reste, 4% seulement, parviendra aux populations rurales [7]. Un évêque nordestin, Dom Luiz Flávio Cappio, a mené deux grèves de la faim, en 2005 et 2007, pour attirer l'attention sur la résistance des communautés locales contre le projet, sans obtenir autre chose du gouvernement que des bonnes paroles.

Une autre croissance est possible...

Selon les opposants au projet, il existe une alternative plus économique et plus efficace pour améliorer l'alimentation en eau des populations nordestines. L'Agence Nationale des Eaux, un organisme officiel, a proposé un plan comportant la réalisation de 530 chantiers touchant plus de 1000 communes et 34 millions de personnes, pour développer des technologies appropriées et déjà bien connues, comme par exemple la construction de petites citernes destinées à recueillir l'eau de pluie pour la consommation humaine. En effet le problème du Nordeste n'est pas tant le manque d'eau que la concentration des pluies sur une courte période de l'année.

La croissance capitaliste impose donc un prix insupportable à terme à l'environnement et aux populations. Il semble évidemment difficile de prôner la « décroissance » dans un pays comme le Brésil quand on voit les conditions de logement et de vie des dizaines de millions de pauvres que comptent les campagnes et les banlieues des grandes villes. Mais les mouvements sociaux sont porteurs d'une « autre croissance » à travers de multiples projets de développement économique local - auto-construction, coopératives agraires, industrielles ou commerciales, commerce équitable, « arrangements productifs locaux »... - soucieux de préserver l'environnement et de restaurer la cohésion sociale. La stratégie économique affirmée par Lula depuis le « Plan pluriannuel 2004-2007 » et renforcée par le PAC apparaît terriblement obsolète : financer l'essor d'un modèle de consommation de masse grâce à des excédents commerciaux fondés sur le boom des exportations agricoles, est une voie sans issue à terme. La dépendance accrue vis-à-vis de marchés mondiaux éminemment instables, la voracité prédatrice de l'agrobusiness, l'engorgement automobile des villes et des banlieues, la poursuite de l'exode rural et de la croissance des mégapoles, indiquent clairement les limites d'un modèle inspiré d'un passé où la contrainte écologique était superbement ignorée. Il y aurait beaucoup à gagner, pour la gauche brésilienne et internationale, à élaborer un modèle de croissance alternatif, basé sur la satisfaction durable des besoins des populations, s'appuyant sur une politique commerciale d'intégration régionale (et non d'ultra-libéralisme mondial comme le promeut l'OMC) et une restriction des mouvements internationaux de capitaux.

Publication sur Mouvements.info: le 13 août 2008. Article publié également sur le site de Risal le 2 janvier 2009.

Notes :

[1] « Pobreza e riqueza no Brasil metropolitano », Comunicado da Presidência nº7, IPEA, août 2008

[2] CIRAD, « Impacto do projeto de asfaltamento da BR163 », 2005 (voir <http://www.cirad.fr/ur/index.php/po...> (PDF)).

[3] Interview de Celso Amorim, « Il reste une petite chance de conclure le cycle de Doha », *Le Monde*, 13/08/08

[4] Voir l'étude de Amigos da Terra Amazonia, « O reino do gado », voir : <http://www.amazonia.org.br/arquivos...> (PDF).

[5] <http://www.ctv.ca/servlet/ArticleNe...>

[6] <http://www.colegiosaofrancisco.com...>

[7] <http://brasilazul.blogspot.com/2007...>

Thomas Coutrot est économiste, membre du Conseil scientifique d'Attac et du Réseau d'alerte sur les inégalités, auteur de «L'entreprise néolibérale, nouvelle utopie capitaliste ?» (La Découverte, 1998).

La source originale de cet article est [Mouvements.info](http://Mouvements.info)

Copyright © [Thomas Coutrot](http://ThomasCoutrot.com), [Mouvements.info](http://Mouvements.info), 2009

---

Articles Par : [Thomas Coutrot](http://ThomasCoutrot.com)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)